



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité,
de l'urbanisme et de l'environnement

Perpignan, le **16 FEV. 2023**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DLP/DCLUE/2023047-0001

mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de respecter plusieurs prescriptions techniques pour la poursuite de l'exploitation du centre de tri de déchets qu'elle exploite lieu-dit « Els Mossellons » sur le territoire de la commune d'Elne et lui prescrivant de réaliser une mesure de bruit pour ce même site

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le code de l'environnement, et en particulier son article L. 171-7 ;
- VU** l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels" ;
- VU** l'arrêté 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 du 4 juin 2019 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elne
- VU** la preuve de dépôt n° A-2-6V80YU7YN délivrée le 20 décembre 2022 à la société PATRICK TUBERT pour sa déclaration d'exploitation d'une installation de criblage à Elne ;
- VU** la plainte d'un riverain formulée à l'encontre de la société PATRICK TUBERT en date du 14 novembre 2022 pour nuisances olfactives et sonores ;
- VU** le rapport n° 2022-200-PR/EX daté du 9 décembre 2022 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 21 novembre 2022 dans le centre de tri de déchets que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » à Elne ;
- VU** le projet du présent arrêté transmis à la société PATRICK TUBERT dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de la société PATRICK TUBERT sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que lors de son contrôle du 21 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT exploitait une installation de criblage soumise à déclaration au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement non déclarée à monsieur le préfet avant sa mise en service ;

Considérant que la société PATRICK TUBERT a cependant régularisé la situation administrative de cette installation en la déclarant à monsieur le préfet le 20 décembre 2022 ;

Considérant que malgré tout, lors de son contrôle du 21 novembre 2022, l'inspection des installations classées a toutefois constaté que le fonctionnement de cette installation générait des émissions sonores importantes en limite de propriété de l'établissement PATRICK TUBERT ;

Considérant qu'en l'absence de la mesure de bruit, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de contrôler que la société PATRICK TUBERT respectait les valeurs limites de bruit qui lui sont imposées en limite de son établissement par les prescriptions de l'arrêté du 30/06/1997 susvisé ;

Considérant par ailleurs, que lors du contrôle du 21 novembre 2022, l'inspection a senti des odeurs importantes provenant du et jusqu'en limite de propriété du centre de tri de déchet de la société PATRICK TUBERT ;

Considérant qu'en application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé, rappelé dans l'arrêté préfectoral du 4 juin 2019 susvisé, la société PATRICK TUBERT était tenue :

- d'équiper ses installations de dispositifs spécifiques afin que ses installations ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé ;
- d'entreposer les déchets susceptibles de générer des odeurs en conteneurs fermés ;

Considérant que lors de son contrôle du 21 novembre 2011, l'inspection des installations classées a constaté :

- l'absence de ces dispositifs spécifiques ;
- que des biodéchets, source d'odeurs, étaient entreposés, à l'air libre, dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT ;
- que les mesures mises en place par la société PATRICK TUBERT pour maîtriser les odeurs étaient insuffisantes ;

Considérant que ces manquements ont pu générer des nuisances olfactives et sonores pour les riverains du centre de tri de déchet que la société PATRICK TUBERT exploite à Elne ;

Considérant dès lors, qu'il convient en application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société PATRICK TUBERT de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisés ;

Considérant de plus, qu'il convient, en application des dispositions de l'article L. 512-12 du code de l'environnement d'imposer à la société PATRICK TUBERT, pour le crible qu'elle exploite :

- de réaliser notamment une mesure de bruit telle que prévue dans l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 ;
- le cas échéant, de mettre en œuvre les mesures pour respecter les valeurs limites de bruit en limite de son établissement et, dans l'intervalle, de faire cesser les nuisances sonores produites par ses installations ;

Considérant enfin, qu'en application des dispositions de l'article L. 512-8 du code de l'environnement, la société PATRICK TUBERT, pour ses installations soumises à déclaration, doit respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

Article 1^{er} - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE

La société PATRICK TUBERT (n° SIREN : 392 005 070), dont le siège social est situé 52 route de Bages, lieu-dit « Mas Tubert » à Elne (66200), si après dénommé l'exploitant, est mise en demeure :

- 1°) de respecter, **dans un délai n'excédant pas 15 jours**, les prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;
- 2°) de respecter, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, les prescriptions des points 6.2.1 et 7.3.1, annexées à l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé ;

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - MESURE DE BRUIT

Pour la poursuite de l'exploitation de son installation de criblage, la société PATRICK TUBERT :

- 1°) réalise, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, une mesure de bruit en limite de son établissement, représentative du fonctionnement de son installation de criblage. Cette mesure est réalisée conformément aux prescriptions du point 8.4, annexées à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé.
- 2°) met en œuvre, le cas échéant, **dans un délai n'excédant pas 2 mois**, les mesures afin de respecter les valeurs limites de bruits qui lui sont imposées en limite de son établissement, par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé. Dans l'intervalle, la société PATRICK TUBERT suspend son activité de criblage. À l'issue des travaux la société PATRICK TUBERT réalise une nouvelle mesure de bruit pour attester la conformité. Ces dispositions sont poursuivies jusqu'à ce que les valeurs limites de bruit en limite de son établissement soient respectées.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

La société PATRICK TUBERT transmet les résultats de la ou des mesures de bruit à l'inspection des installations classées, dès qu'elle en a connaissance.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune d'Elne, la société PATRICK TUBERT et les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et qui sera adressé :

- au maire de la commune d'Elne ;
- à la société PATRICK TUBERT ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Yohann MARCON